

Médias

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **36 (1999)**

Heft 1409

PDF erstellt am: **29.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

Post-scriptum sur les postgrades

Les récents développements de la politique universitaire ont souvent été évoqués dans Domaine Public (lire, entre autres, le numéro 1406).

Quelles en sont les répercussions sur l'enseignement ?

LE MONDE ACADÉMIQUE, réputé pour son inertie, est désormais en mutation rapide. Le contexte l'impose, tout autant que les intentions des responsables: l'ouvrage rédigé par Charles Kleiber, *Pour l'Université*, les mesures prises par le secrétaire d'Etat à la science et à la recherche ou sous son impulsion démontrent à l'envi ce que les Vaudois savaient déjà, après l'avoir vu œuvrer au faîte de la planification hospitalière du canton: qu'on le loue ou qu'on le vilipende, il ne faut pas sous-estimer le dynamisme impérieux et l'efficacité de cet éminent fonctionnaire. Entériné par le Conseil fédéral et par le Parlement, ses objectifs (réconciliation entre l'Université et l'économie, modèle «complexe» ou entrepreneurial de la formation et de la recherche) seront ou non réalisés, mais un grand chambardement est annoncé, et, pour le meilleur ou pour le pire, aura lieu.

Cela tout le monde le sait et s'y prépare dans les divers secteurs de la vie universitaire. Ainsi de la mise en relation entre enseignement et recherche. Elle donne lieu à des actions et à des réactions caractéristiques de diverses tactiques de défense et d'adaptation.

Un fossé qui se creuse

En sciences humaines, la séparation entre enseignement et recherche est une tendance lourde. La charge de l'enseignement universitaire porte sur les cours de premier et de deuxième cycle (années propédeutiques, puis années de licence); les séminaires avancés et spécialisés permettent, en de trop rares cas, d'introduire les étudiants aux arcanes de la recherche. Avec l'accroissement de la population estudiantine, cette séparation est encore plus manifeste. Nous ne sommes pas, selon le secrétaire d'Etat à la science et à la recherche, dans une université de masse. Il n'empêche: les cours de premier cycle regroupant des centaines d'étudiants et donnant lieu à des évaluations sous forme de questionnaires à choix multiples commencent à y ressembler furieusement. Indéniablement, la pression du nombre s'exerce sur les cursus universitaires, et tend à

anonymiser les activités pédagogiques. L'enseignement universitaire se scolarise, se polycopie.

Et voilà qu'arrivent les nouvelles jonctions concernant la politique de formation, et avec elles l'impératif de rapprocher l'Université, la cité, l'économie. Il s'agit, entre autres, de préserver voire de développer la formation à la recherche, et d'assurer l'encadrement d'étudiants avancés qui se font de plus en plus nombreux. Il devient nécessaire aujourd'hui d'organiser des cursus postgradués.

Un fossé qui se comble ?

Jusqu'ici, des petits séminaires, des rencontres entre professeurs, assistants, doctorants, permettaient une coordination informelle entre ces deux pôles d'activités. Les professeurs professaient et dirigeaient des thèses; ceux qui travaillaient à un encadrement collectif de 3^e cycle étaient peu nombreux, et leur participation bénévole à ces activités restait peu visible: des commissions œuvrant dans une relative pénombre institutionnelle mettaient sur pied de rares manifestations.

Or on assiste maintenant à un véritable rush, à une profusion d'initiatives professorales en direction des postgrades et des écoles doctorales. C'est une nouveauté: en sciences humaines, les diplômes étaient rares; désormais, se mettent en place des DEA (Diplômes d'études approfondies, orientés vers la préparation d'une thèse), des DES (Diplômes d'études supérieures, plus professionnalisés). Ce pan de l'enseignement universitaire gagne en légitimité – et aussi, il faut le dire, contribue à délégitimer les titres obtenus au terme d'une licence: tel poste important dans l'administration publique ou privée est désormais barré aux simples licenciés, et ne sera accessible qu'à un candidat bardé de diplômes ou masters de toute sorte.

Nul doute qu'il faut instaurer et coordonner des enseignements postgrade. Mais certains professeurs ordinaires affichent leur volonté de se concentrer sur les enseignements de troisième cycle. Cet engouement révèle que

ceux-ci sont conçus comme un havre de préservation de l'identité mandarinale, menacée par la détérioration des conditions d'enseignement dans les cycles initiaux.

Cela montre les travers de ceux qui subissent une évolution dont ils peuvent encore s'accommoder parce qu'ils occupent à l'intérieur de l'alma mater une position privilégiée et détiennent une bonne marge de manœuvre: ceux qui monopolisent le prestige de la jonction entre enseignement et recherche, et s'estiment trop bons désormais pour se consacrer à la formation initiale.

L'élitisme et la pénurie

L'amélioration et la coordination de l'offre en formation postgrade doivent être saluées. Mais elles ne doivent en aucun cas prélude à un dégarnissement quantitatif et qualitatif des forces qui permettent que des étudiants de diplôme existent: celles qui travaillent dans les deux premiers cycles de l'enseignement universitaire. Par ailleurs, il serait illusoire d'imaginer que les postgrades sont le lieu béni du mariage réussi entre enseignement et recherche: pour communiquer sur la recherche aussi, il faut savoir enseigner; or, dans une proportion non négligeable, les enseignants universitaires ne savent pas le faire, entre autres parce qu'ils ne l'ont pas appris et ne s'y intéressent guère.

Alliés peut-être contre nature, l'élitisme et la nécessité forment un couple pernicieux. Ce n'est pas en dépréciant les cycles prégradués, ce n'est pas en répartissant autrement la pénurie qu'on parviendra à assurer une bonne formation, ni à encourager une bonne recherche. *jyp*

Médias

LE PAYS ÉTAIT un quotidien de Porrentruy avant sa fusion avec *Le Démocrate* pour devenir *Le Quotidien jurassien*. A Belfort, de l'autre côté de la frontière, l'édition locale de *L'Alsace* s'appelle *Le Pays*. *cfp*